

Gilles Boquérat

LE PAKISTAN

en 100 questions



Tallandier

LE PAKISTAN
en 100 questions

GILLES BOQUÉRAT

LE PAKISTAN
en 100 questions

TALLANDIER

Collection « en 100 questions »
créée par François-Guillaume Lorrain

Cartes : © Légendes Cartographie / Éditions Tallandier, 2018

© Éditions Tallandier, 2018.
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-2853-1

Introduction

Le Pakistan, qui a célébré ses soixante-dix années d'existence en août 2017, est situé à la croisée de plusieurs régions – l'Asie du Sud, l'Asie centrale, le Moyen-Orient, la Chine occidentale et l'océan Indien. On ne peut désormais ignorer ce grand pays dont la trajectoire dans les années à venir aura certainement des répercussions qui dépasseront le cadre de ses frontières.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes : c'est le cinquième État le plus peuplé au monde avec une population qui sera en 2030 de l'ordre de 250 millions d'habitants. Avec plus de 3 millions de naissances par an, cette population est jeune, 64 % de la population a moins de 30 ans, et ce n'est pas le moindre des défis pour les dirigeants du pays que de lui offrir un avenir.

Le Pakistan est aussi le second pays musulman du monde en termes démographiques, après l'Indonésie. À ce titre, la République islamique a d'autant moins échappé aux poussées de fièvre extrémistes observées dans nombre de pays musulmans qu'elle a joué un rôle d'incubateur lors du djihad en Afghanistan dans les années 1980. L'Indice

mondial du terrorisme place régulièrement le Pakistan parmi les cinq pays les plus exposés, et même si le nombre de victimes est en régression, le terrorisme y a tué plus de 800 personnes en 2017.

Dans un pays créé sur une base confessionnelle, le pouvoir séculier doit constamment composer avec le dogme religieux. La place de ce dernier dans la conduite de l'État est matière à débat depuis sa création en 1947 : le Pakistan n'existe-t-il que parce qu'on a voulu donner aux musulmans du sous-continent indien un État qui ne serait pas soumis à la volonté de la majorité hindoue ? Sa fonction est-elle de porter l'idéal d'un État islamique qui ne serait pas menacé dans son intégrité, territoriale et idéologique ? Car si le terrorisme et le sectarisme peuvent être interprétés comme des aberrations, la religiosité imprimée par le régime dictatorial de Zia ul-Haq (1977-1988) continue à infuser dans la société pakistanaise et influencer sur le regard que les Pakistanais portent sur leur pays et sur le monde.

Le Pakistan a toujours eu un rôle stratégique important. Durant la guerre froide, il joue le jeu du soutien au système d'alliances occidentales dirigé contre l'expansionnisme du bloc communiste. Les Pakistanais ne manquent pas de rappeler leur contribution, comme État de la ligne de front face à l'Afghanistan soviétisé, à la chute de l'URSS. Après les attentats du 11 septembre 2001, le pays offre, de plus ou moins bonne grâce, son soutien aux Américains dans la guerre contre le terrorisme. Aujourd'hui, il participe, après bien d'autres axes de coopération, au projet chinois de routes terrestres et maritimes transcontinentales : un corridor économique va être réalisé sur son territoire. Si les soutiens du Pakistan n'ont pas toujours servi la cause

INTRODUCTION

de la démocratie – en maintenant au pouvoir des autocrates –, ils ont renfloué financièrement le pays et contribué à lui faire atteindre ses objectifs stratégiques : avoir les moyens de rivaliser avec l'Inde, à travers notamment la nucléarisation, et influencer sur le sort de l'Afghanistan.

Dire que le Pakistan souffre d'un déficit d'image positive est un euphémisme : le public occidental est surtout abreuvé, concernant ce pays, d'attentats terroristes et sectaires, et d'atteintes à l'intégrité physique de ceux qui défient le conservatisme liberticide ambiant. L'idéologie djihadiste, la présence de l'arme nucléaire dans une zone de conflits sans parler des flux migratoires en provenance du Pakistan, sont des sujets d'inquiétude et alimentent les interrogations sur le devenir du pays. On n'est nullement surpris d'apprendre que le passeport pakistanais est parmi ceux qui permettent le moins facilement de se déplacer à l'étranger. Mais ne voir que cela serait oublier un peu vite que, dans les années 1960, les perspectives de développement du pays paraissaient bien meilleures que celles de l'Inde. Il n'y a pas si longtemps, voyager au Pakistan n'inspirait pas de craintes spécifiques – quand aujourd'hui la traversée du pays est déconseillée par les chancelleries occidentales. Pourtant, la réalité du terrain est souvent moins anxiogène qu'il y paraît vu de l'étranger, et la résilience de la population est un atout face aux carences et aux errements des gouvernances successives. Avec un recul de l'extrémisme et un climat politique et institutionnel apaisé, le Pakistan peut être considéré comme un des pays émergents du continent asiatique, qui offre des opportunités économiques.

Cet ouvrage se propose de revenir en 100 questions sur la trame historique qui a fait du Pakistan le pays qu'il est

INTRODUCTION

aujourd'hui, tant du point de vue de ses habitants que du monde extérieur, de décrypter les événements marquants et de fournir des éléments d'information et clés d'analyse pour mieux appréhender les enjeux actuels et futurs.

HISTOIRE

Qu'est-ce qui a précédé le Pakistan ?

Comme pour mieux établir le fondement religieux du Pakistan, les prémices de l'État musulman sont souvent associées à la conquête en 711 du Sind, alors sous la direction d'un souverain hindou, par Muhammad ben al-Qasim, un commandant originaire du Hedjaz (actuelle Arabie Saoudite) agissant pour le compte du califat des Omeyyades. Pour autant, l'espace territorial occupé par le Pakistan a une histoire multimillénaire jalonnée par des invasions. Le plus ancien site de peuplement néolithique découvert, celui de Mehrgarh (vers 7000-2600 av. J.-C.), est situé dans l'actuel Baloutchistan, à l'ouest de la vallée de l'Indus. Des fouilles y ont été conduites par l'équipe de l'archéologue français Jean-François Jarrige. On a trouvé les plus anciennes poteries en Asie du Sud ainsi que des traces de la pratique de l'agriculture et de l'élevage. La civilisation de la vallée de l'Indus, contemporaine de l'Égypte ancienne et de la Mésopotamie, apparaît autour de 5500 av. J.-C. Les témoignages d'un habitat urbain sont visibles sur les sites d'Harappa (Pendjab) et de Mohenjo-Daro (Sind). Cette civilisation, dite aussi harappéenne, disparaît vers

1800 av. J.-C. Par la suite, le Perse Darius I^{er} (521-486) fait du Pendjab et du Sind la vingtième satrapie de l'Empire achéménide qui régna sur une grande partie du Moyen-Orient durant le premier millénaire avant notre ère.

Alexandre le Grand et ses troupes, après avoir défait Darius III et conquis la Bactriane, située entre les montagnes de l'Hindu-Koush et le fleuve Amou-Daria, franchissent l'Indus près d'Attock (ville située à 85 kilomètres à l'ouest d'Islamabad) en 326 av. J.-C., poussant leur progression orientale jusqu'à la rivière Beas (Pendjab). La dynastie Maurya (vers 321-185 av. J.-C.) suit, culminant avec le règne d'Ashoka (273-232 av. J.-C.) qui œuvre à la propagation du bouddhisme. Elle cède la place aux rois indo-grecs qui occupent le nord du pays (le Gandhara), le Pendjab et la vallée de l'Indus¹. Viennent ensuite les invasions des Indo-Scythes (I^{er} siècle av. J.-C.), puis des Indo-Parthes (vers 20 av. J.-C.-fin du I^{er} siècle). Les Kouchans, un peuple originellement de l'est de la Chine passé par la Bactriane, conquièrent le nord du pays, puis l'ensemble de celui-ci, sous le roi bouddhiste Kanishka (127-152). L'Empire kouchan se disloque au III^e siècle sous la poussée de l'empereur perse sassanide Chapour I^{er} (qui règne de 240 à 272). Vers la fin du V^e siècle, c'est au tour des Huns blancs (les Hephthalites), venus d'Asie centrale, d'envahir la région.

Après l'avènement de l'islam au début du VIII^e siècle, la domination arabe dure trois siècles. Des dynasties turco-afghanes lui succèdent à partir de la fin du X^e siècle avec les Ghaznévides qui s'emparent de Lahore en 1186, puis avec le sultanat de Delhi (1206-1526). Babur (1483-1530),

1. Voir la question 95, « Qu'est-ce que l'art du Gandhara ? », p. 322.

HISTOIRE

originnaire de la vallée de Ferghana en Asie centrale, installe la dynastie moghole à Delhi en 1526. Elle connaît son apogée avec l'empereur Akbar (1542-1605), initiateur de l'actuel fort Rouge de Lahore. Le dernier « Grand Moghol », le rigoriste Aurangzeb (1618-1707), lance l'édification de la mosquée Badshahi à Lahore (que l'on peut voir en couverture de cet ouvrage), la plus grande au monde jusqu'à une période récente. Au cours du XVIII^e siècle, la puissance moghole se fragmente, marquant la fin d'un millénaire de domination musulmane. La supplante une confédération sikhe au Pendjab, qui débouche sur l'édification du royaume sikh de Ranjit Singh (1780-1839). Celui-ci s'étend de Peshawar au Cachemire. Sa disparition laisse le champ libre à la Compagnie britannique des Indes orientales qui, en 1843, conquiert l'État princier du Sind et annexe le Pendjab trois ans plus tard.

Après la révolte des cipayes – une mutinerie de soldats indiens de l'armée de la Compagnie des Indes orientales, qui entraîna un soulèvement populaire dans le nord de l'Inde en 1857 –, la gouvernance du sous-continent est transférée directement à la couronne britannique. Cette « première guerre d'indépendance », qui s'accompagne de la déposition symbolique du dernier empereur moghol Bahadur Shah Zafar (1775-1862), exilé à Rangoon, est un échec. Mais il nourrit la détermination à redonner à l'identité musulmane sa grandeur. Ce sera la lutte anticoloniale, avec l'All-India Muslim League (AIML) comme fer de lance politique.

Comment est créé le Pakistan ?

Au début du xx^e siècle, la part des musulmans dans la population de l'Inde britannique est de 23 %. L'All-India Muslim League voit le jour à Dacca en 1906, dans un Bengale oriental (actuel Bangladesh) à majorité musulmane, séparé l'année précédente par le colonisateur de sa partie occidentale sous prédominance hindoue (Calcutta est alors la capitale de l'empire des Indes). Le « *Divide and Rule* » (« diviser et régner ») joue à plein : en 1909, un électorat séparé est accordé aux musulmans sous la forme d'un quota de sièges dans le Conseil impérial et dans les conseils législatifs des provinces, souvent supérieur à leur poids démographique. Toutefois, en 1911, la partition du Bengale est annulée devant, notamment, les protestations des Bengalis hindous. Les notables de la Ligue musulmane prônent surtout l'accommodement avec les Britanniques, face à un Congrès national indien (CNI) qui paraît faire la part trop belle aux hindous. Le pacte de Lucknow de 1916, élaboré par Mohammed Ali Jinnah (1876-1948)¹,

1. Voir la question 4, « Qui est le “père de la nation” ? », p. 23.

réunit cependant les deux organisations pour exiger, en vain, qu'à la fin de la Première Guerre mondiale le gouvernement britannique octroie aux Indiens plus de place dans la conduite du pays. Leur unité d'action s'exprime à nouveau lors du mouvement contre l'abolition du califat, prononcée lors du traité de Sèvres en 1920. Elle ne perdure pas, car l'AIML opte pour une opposition aux autorités coloniales moins frontale que le CNI.

Au fil des réformes et des modifications constitutionnelles proposées par les Britanniques afin d'associer davantage les Indiens aux processus décisionnels, la Ligue musulmane a pour ligne directrice de veiller à ce que les intérêts de la minorité musulmane fassent l'objet d'une attention particulière. En 1929, Jinnah soumet un plan en quatorze points exprimant notamment le refus d'un gouvernement centralisé et de modifications territoriales là où les musulmans sont en majorité (Pendjab, Bengale, North West Frontier Province¹) ou encore la nécessité qu'il y ait au moins un tiers de musulmans au sein de la législature centrale et dans les cabinets ministériels au niveau tant central que provincial. Le rejet du plan par le CNI marque un jalon supplémentaire dans la méfiance manifestée envers l'organisation chapeauté par Gandhi et Nehru, qui entend également représenter la communauté musulmane. Les propositions faites par les Britanniques dans le cadre d'un transfert de pouvoirs sont alors acceptées ou refusées

1. La North West Frontier Province (NWFP) ou Province frontalière du nord-ouest, créée en 1901 par l'administration britannique, est située au nord-ouest de l'empire des Indes, à la frontière avec l'Afghanistan. Elle est rebaptisée Khyber-Pakhtunkhwa en 2010.

en fonction des gains qu'elles peuvent représenter pour l'autre partie.

Le Pakistan n'est encore qu'une potentialité début 1940, lorsque le 23 mars (devenu par la suite le jour de la fête nationale du Pakistan), l'AIML réunie à Lahore annonce que « les secteurs géographiquement contigus où les musulmans sont majoritaires en nombre, comme dans le nord-ouest et dans des régions de la partie orientale du pays, formeront des États indépendants dont les entités constitutives seront autonomes et souveraines ». Une formulation suffisamment floue qui n'exclut apparemment aucune option mais qui en fait vient formaliser la demande pour le Pakistan. Là où les musulmans sont minoritaires, leurs droits de représentation dans les instances décisionnelles devront être protégés. Deux ans après la déclaration de Lahore, la Ligue musulmane rejette les propositions de la mission Cripps (celle-ci envisageait après la guerre une Union indienne recoupant les frontières de l'Inde britannique) et réitère que seule la création du Pakistan est jugée acceptable. Au « *Quit India* » adressé par le CNI aux Britanniques en août 1942, la Ligue musulmane répond par un « *Divide and Quit* ». Le retrait britannique est formellement annoncé le 20 février 1947. Le 18 juillet, la sanction royale est accordée à la loi permettant la création des dominions du Pakistan (14 août) et de l'Inde (15 août). Les deux États deviennent indépendants tout en conservant un lien avec la couronne britannique. Le 17 août, le rapport des commissions chargées de partager le Pendjab et le Bengale entre les deux pays est rendu public. Il s'accompagne du plus grand transfert de populations de l'Histoire, jetant sur les routes de l'exil

HISTOIRE

quelque 14 millions d'individus. Des sikhs et des hindous vivant au Pakistan rejoignent l'Inde alors qu'une partie des musulmans indiens prennent le chemin inverse. Certains n'atteignent jamais leur destination, victimes des haines communautaires.

De quoi le Pakistan est-il le nom ?

Le mot « Pakistan » apparaît pour la première fois dans un pamphlet publié en 1933 par Rahmat Ali (1897-1951), un nationaliste musulman né au Pendjab et alors affilié à l'université de Cambridge dans une Angleterre où il passa l'essentiel de sa vie d'adulte. L'étymologie du mot fait référence au Pendjab (P), à la Province frontalière du nord-ouest ou Afghania (A), au Cachemire (K), au Sind (S) et au Baloutchistan (TAN). Pakistan signifie « la terre des Purs », *pak* étant le mot persan pour « pur » alors que le suffixe *stan* désigne un lieu. Rahmat Ali propose aussi un « Bangistan » pour les musulmans du Bengale et un « Osmanistan » pour ceux de l'État princier d'Hyderabad (sud de l'Inde).

Si Jinnah a réalisé le Pakistan, Syed Ahmad Khan (1817-1898) et Mohamed Iqbal (1877-1938) ont contribué à en poser les fondements. Serviteur du Raj britannique, anobli en 1888, Syed Ahmed Khan représente le courant réformiste du renouveau musulman de la deuxième moitié du XIX^e siècle. À l'inverse d'oulémas qui considéraient que le déclin des musulmans ne pouvait être enrayeré que par un